

ON N'A PAS FAIT GRÈVE LE 05 POUR PERDRE ALORS ON CONTINUE POUR GAGNER

La journée de mobilisation unitaire du 5 décembre a connu une participation exceptionnelle et constitue un point d'appui essentiel pour la suite du mouvement.

C'est massivement que les salariés du privé et du public se sont engagés dans les grèves et les manifestations.

Dans les trois versants de la Fonction publique, l'ampleur de la mobilisation a été d'un niveau considérable, jamais vu depuis au moins 10 ans.

Dans de nombreux secteurs, la grève a été majoritairement suivie.

Les organisations syndicales Fonction publique CGT, FA, FO, FSU, SOLIDAIRES se félicitent du succès de cette journée de grève et soutiennent toutes et tous les agent.e.s qui, dans de nombreux secteurs, ont décidé de reconduire la grève.

Face à l'entêtement du Président de la République et du gouvernement, l'heure est à l'élévation du rapport de force par le prolongement immédiat de la mobilisation.

Nos organisations syndicales soutiennent et partagent l'appel interprofessionnel à renforcer et élargir encore la mobilisation par la grève et la reconduction de celle-ci, là où les salariés le décident.

Nous appelons à deux journées massives de grève et de manifestations interprofessionnelles, intersyndicales et intergénérationnelles

MARDI 10 DÉCEMBRE À 12H00 PARVIS DE LA GARE NICE-VILLE

JEUDI 12 DÉCEMBRE À 10H00 À L'ARÉNAS

Plus que jamais, nous continuons à revendiquer :

- Une amélioration et une consolidation de nos retraites, avec le maintien des régimes existants, ce qui passe par le retrait du projet gouvernemental ;
- Des augmentations générales de salaire avec, en particulier, une revalorisation immédiate du point d'indice ;
- Des rattrapages de salaire immédiats pour en finir avec les inégalités femmes / hommes ;
- Des créations d'emplois statutaires dans les nombreux secteurs qui en ont besoin, et un plan de titularisation des contractuels ;
- La défense des missions publiques et donc l'abandon de toutes les formes d'externalisation et de privatisation ;
- Le renforcement du Statut Général, garantie pour le citoyen d'un service public neutre et impartial et, par voie de conséquence, l'abrogation de la loi dite de transformation de la Fonction publique.

**LE PRÉSIDENT ET LE GOUVERNEMENT DOIVENT NOUS ENTENDRE ET VITE,
CAR NOUS NE CEDERONS PAS !**